ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 26 novembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant la loi générale sur les douanes et accises", a donné le 3 décembre 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 november 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de algemene wet inzake douane en accijnzen", heeft op 3 december 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "... dit wetsontwerp dient op 1 januari 1993 in voege te treden en dient derhalve zo spoedig mogelijk bij het Parlement te worden ingediend teneinde vóór die datum te worden goedgekeurd ..."

*

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

1. Il résulte des documents communiqués au Conseil d'Etat que l'inspecteur des finances a estimé ne pas pouvoir examiner sans réserves le projet de loi puisque ses aspects financiers et budgétaires n'ont pas été instruits.

Le présent avis est donné sous la réserve qu'il soit procédé à cette instruction.

2. Afin de faciliter la tâche des assemblées législatives, le tableau de concordance établi par le fonctionnaire délégué, entre les dispositions de droit européen qu'il s'agit de transposer et celles de la loi en projet, est reproduit en annexe au présent avis.

3. Dans plusieurs de ses dispositions, le projet de loi transpose ou recopie mot à mot des dispositions de droit européen.

Le pouvoir d'appréciation des chambres législatives portera donc sur les seules dispositions qui ne sont la transposition exacte des dispositions de droit européen.

4. Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

Article 1er.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'omettre les mots "modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1983" et, dans le texte français, de mettre au singulier le mot "confirmé", la loi du 22 décembre 1989 ayant rendu sans objet la modification apportée par l'arrêté royal du 18 mars 1983.

Article 2.

Il y a lieu d'écrire :

"Article 2.-

Dans l'article 3 de la même loi, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, les mots "à l'importation" sont supprimés".

Article 3.

1. Dans la phrase liminaire, les mots "remplacé par l'arrêté royal du 26 août 1981 confirmé par la loi du 26 mai 1985" doivent être omis.

2. La division en paragraphes de l'article 4 en projet ne se justifie pas, puisque chacun de ses paragraphes ne comporte qu'un alinéa.

La même observation vaut pour l'article 19-14 en projet (article 6 du projet), l'article 22-3 en projet, l'article 22-4 en projet et l'article 22-7 en projet (article 7 du projet), l'article 70-23 en projet (article 18 du projet), l'article 70-23bis en projet (article 19 du projet), l'article 70-26 en projet, l'article 70-27 en projet et l'article 70-29 en projet (article 22 du projet).

Article 5.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'omettre les mots "modifié par la loi du 20 février 1978".

Article 6.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit : "Dans la même loi, il est inséré un chapitre IIter, comprenant les articles 19-13 et 19-14 et rédigé comme suit :".

Article 7.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Dans la même loi, il est inséré un chapitre IIIbis comprenant les articles 22-2 à 22-7 et rédigé comme suit :".

2. L'article 22-3, § 2 (devenant l'alinéa 2) en projet, attribue des compétences réglementaires au directeur régional des douanes et accises, dont la responsabilité politique ne peut pas être mise en cause devant le Parlement.

Une telle délégation de compétence n'est pas admissible. Il appartient au Roi ou éventuellement au Ministre des Finances de fixer les conditions visées à la disposition. Celle-ci doit, dès lors, être revue.

La même observation vaut pour l'article 22-4, § 1er (devenant l'alinéa 1er) en tant qu'il concerne les conditions relatives aux lieux de séjour des marchandises en dépôt temporaire.

3. Dans l'article 22-6 en projet, il y a lieu de remplacer la division en tirets par une division en 1°, 2°, 3°.

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

De plus, il vaudrait mieux rédiger l'article comme suit :

"Tombent sous l'application de l'article 94, les marchandises en dépôt temporaire qui, dans le délai imparti, n'ont pas été, selon le cas :

1° ...
2° ...
3° ...".

Article 10.

Mieux vaut remplacer entièrement l'article 59, § 2, 2°.

Article 12.

Il y a lieu d'écrire :

"... confirmé par la loi du 21 mai 1985 et modifié par la loi du 22 décembre 1989".

Article 14.

Dans le texte figurant sous 1°, il y a lieu d'omettre les mots "Article 70-5", avant les mots "§ 1er".

Article 18.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "... sont remplacés par les dispositions suivantes : ".

Article 24.

Mieux vaut écrire dans le texte français : "Dans l'article 78-7, § 1er, alinéa 2, de la même loi, ...".

Article 27.

Pour tenir compte des règles de la légistique, il est proposé de scinder l'article 27 en cinq articles rédigés comme suit :

"Article 27.-
Dans la même loi, les articles 95 à 99 sont remplacés par les dispositions suivantes : (la suite comme à l'article 27, 1°, en projet).

Article 28.-
Dans la même loi, sont abrogés :

1° l'article 100;
2° la section II, comprenant les articles 101 à 104;
3° la section III, comprenant les articles 105 à 111;
4° la section IV, comprenant l'article 112, modifié par la loi du 6 juillet 1978.

Article 29.-

Dans l’article 114 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 1978, sont apportées les modifications suivantes : (la suite comme à l’article 27, 3°, en projet sauf à remplacer la division en a, b, et c par une division en 1°, 2° et 3°).

Article 30.-

Dans l’article 115 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme au projet);

2° le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante : (la suite comme au projet);

3° le paragraphe 5 est abrogé".

Article 31.-

Dans la même loi, l’article 125 est abrogé".

Article 29 (devenant l’article 33).

Il y a lieu d’écrire :

"L’article 133, alinéa 1er, 1°, de la même loi... ".

Article 30 (devenant l'article 34).

Il existe une discordance entre l'article 135, alinéa 2, en projet et le commentaire qui lui est consacré dans l'exposé des motifs. En effet, suivant ce commentaire, l'agent en douane ne peut plus être poursuivi au niveau pénal, ce qui signifie que la décision intervient au niveau de l'instruction. Selon la disposition en projet, "le juge met hors cause l'agent en douane", ce qui signifie que la décision est prise par la juridiction de jugement.

Si cette deuxième hypothèse est celle envisagée par l'auteur du projet, il convient d'écrire : " le juge pénal acquitte l'agent en douane, toutefois, ce dernier reste tenu au paiement ...".

Article 41.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 306 de la même loi, remplacé par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 44.

1. Suivant l'exposé des motifs,

"Suite à la mise sur pied du marché unique, l'administration sera de plus en plus souvent confrontée à des débiteurs étrangers qui devront être assignés au paiement d'une dette douanière dans notre pays. En vue de pouvoir également rédiger, déclarer exécutoire et signifier une contrainte à charge de ces débiteurs étrangers et donc d'arriver à un traitement identique des débiteurs domiciliés en Belgique ou à l'étranger, l'article 314 a été adapté".

Invité à donner des explications sur la compétence territoriale en matière de contrainte, le fonctionnaire délégué a répondu ce qui suit :

"Procedure i.v.m. verzending dwangbevel d.m.v. een aangetekende brief : de verzending van het dwangbevel per aangetekende brief kan enkel in ons land worden toegepast. De fiscale wet beschikt nationaal. Voor de betekeningen in het buitenland wordt :

- ofwel een beroep gedaan op de wet van 20 juli 1979 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen (EEG), die de desbetreffende richtlijn nr. 76/308/EEG van de Raad van 15 maart 1976 inzake wederzijdse bijstand in de nationale wetgeving omzet. Die wet voorziet in de mogelijkheid tot notificatie, invordering, het nemen van conservatoire maatregelen en verzoeken om inlichtingen;

- ofwel een beroep gedaan op de bepalingen inzake gemeen recht (toepassing van de bepalingen van de artikelen 48 e.v. van het gerechtelijk wetboek) voor betekeningen buiten de EEG of eventueel zelfs binnen de EEG.

Deze werkwijze wordt toegepast door de Administratie van de BTW en zal ook door de Administratie der douane en accijnzen moeten worden toegepast.

De problemen i.v.m. een te korte termijn kunnen zich derhalve niet stellen t.o.v. in het buitenland

gevestigde belastingplichtigen aangezien voor hen de gewone termijnen van gemeen recht van toepassing zijn".

Ces explications définissent plus clairement que ne le fait le commentaire de l'article en projet, la procédure à suivre pour signifier une contrainte à charge d'un débiteur domicilié à l'étranger. Elles devraient compléter le texte du commentaire figurant dans l'exposé des motifs.

2. Le texte de l'article 314, § 1er, en projet, recourt inutilement à la notion d'"exécution parée". Une contrainte décernée par l'administration fiscale est exécutoire et la notion d'exécution parée n'y ajoute rien.

Il est donc proposé de rédiger la première phrase comme suit :

"Une contrainte est décernée par le receveur chargé du recouvrement".

3. Le paragraphe 2 utilise l'expression d'"agents ordinaires".

Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué qu'il n'y a aucune raison de maintenir le mot "ordinaires". Il y a donc lieu d'écrire "... par les agents de l'administration ...".

4. Afin d'éviter que la notification soit, dans certains cas, une pure fiction, il serait préférable de prévoir que la lettre recommandée à la poste est notifiée avec un accusé de réception et que la notification vaut à compter du jour de la signature de l'accusé de réception.

Une autre possibilité consisterait à recourir à une signification par exploit d'huissier de justice, comme le prévoyait l'article 85 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée dans sa version originelle.

5. Invité à fournir des explications sur l'existence éventuelle d'un délai d'opposition, le fonctionnaire délégué a répondu comme suit :

> "Bepalen van de dag van kennisgeving : door te stellen dat als dag van kennisgeving moet worden beschouwd de dag volgend op de dag van afgifte van het stuk ter post wordt een vermoeden de jure gecreëerd. Het daaropvolgend verzet geschied met in achtneming van het bepaalde in § 3 van artikel 314 van de A.W.
>
> (...)
>
> Artikel 314 van de A.W. inzake douane en accijnzen heeft als oorsprong artikel 291 van de wet van 26 augustus 1822. De tekst van § 3 van dit artikel is nagenoeg ongewijzigd gebleven en heeft in de praktijk nog nooit tot moeilijkheden aanleiding gegeven . De rechtbanken hebben ieder verzet tegen een dwangbevel steeds aanvaard ongeacht de termijn waarbinnen dit verzet werd aangetekend. Alhoewel volgens sommige rechtsleer het dwangbevel als een verstekvonnis wordt beschouwd en bijgevolg de termijnen van verzet van het

> Gerechtelijk wetboek (artikelen 1047 e.v.) kunnen worden toegepast, hebben de rechtbanken ieder verzet aanvaard zolang de invorderingstermijn van de belasting niet verjaard is. Ook inzake BTW wordt hetzelfde principe toegepast. Er moet bijgevolg gesteld worden dat het verzet mogelijk is zolang de invordering van de belasting mogelijk is".

A la lumière de cette interprétation, on ne voit pas l'utilité du recours à la présomption juris et de jure.

6. Le législateur aura, en outre, à apprécier si l'article 314, § 4, de la loi générale sur les douanes et accises ne doit pas être revu, lui aussi, à la lumière de l'arrêt n° 73/9 du 18 novembre 1992 de la Cour d'arbitrage, ainsi qu'à la lumière de l'article 244, alinéa 3, du code des douanes communautaire.

ANNEXE.

TABLEAU DE CONCORDANCE ENTRE LES DISPOSITIONS DE LA LOI EN PROJET, LES DISPOSITIONS DE LA LOI GENERALE ET LES DISPOSITIONS DE DROIT EUROPEEN.

Article du projet de loi	Article de la loi générale	Législation communautaire
1. Article 1er	Article 1er, 4°	Article 4, points 10 et 11, du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire (JOCE n° L 302/92)
2. Article 1er	Article 1er, 7°	Article 4, point 16, du règlement cité en 1
3. Article 1er	Article 1er, 9°	Article 79 du règlement cité en 1
4. Article 5	Article 18	Article 67 du règlement cité en 1
5. Article 7	Article 22-2	Règlement n° 4151/88 du Conseil du 21 décembre 1988 fixant les dispositions applicables aux marchandises introduites sur le territoire douanier de la Communauté (JOCE n° L 367/88)
6. Article 10	Article 59, § 2, 2°	Article 16 du règlement cité en 5

7. Article 11	Article 69, § 2	Règlement (CEE) n° 2503/88 du Conseil du 25 juillet 1988 relatif aux entrepôts douaniers (JOCE n° L 225/88)
8. Article 12	Article 70-2	- voir point 6 - voir point 7
9. Article 14	Article 70-5	Article 1er de la directive n° 90/504/CEE du Conseil du 9 octobre 1990 modifiant la directive 79/695/CEE relative à l'harmonisation des procédures de mise en libre pratique (et notamment l'article 16bis de celle-ci) (JOCE n° L 281/90)
10. Article 18 à 22	Articles 70-22 à 70-29	Article 1er de la directive n° 90/504/CEE citée au point 9 pour ce qui concerne les articles 17 à 20bis de la directive 79/695/CEE modifée et citée également au point 9
11. Article 30	Article 135, alinéa 2	Article 2 du règlement (CEE) n° 1031/88 du Conseil du 18 avril 1988 concernant la détermination des personnes tenues au paiement d'une dette douanière (JOCE n° L 102/88) ainsi que l'article 4 du règlement (CEE) n° 1697/79 du Conseil du 24 juillet 1979 concernant le recouvrement a posteriori des droits à l'importation ou des droits à l'exportation qui n'ont pas été exigés du redevable pour des marchandises déclarées pour un régime douanier comportant l'obligation de payer de tels droits (JOCE n° L 197/79)
12. Article 41	Article 306	Article 4, 1, a) du règlement (CEE) n° 2144/87 du Conseil du 31 juillet 1987 relatif à la dette douanière (JOCE n° L 201/87).

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

> "... dit wetsontwerp dient op 1 januari 1993 in voege te treden en dient derhalve zo spoedig mogelijk bij het Parlement te worden ingediend teneinde voor die datum te worden goedgekeurd ...".

+

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Uit de aan de Raad van State medegedeelde stukken blijkt dat de inspecteur van Financiën de mening toegedaan is geweest dat hij het ontwerp van wet niet zonder enig voorbehoud kon onderzoeken, aangezien de financiële en budgettaire aspecten ervan niet waren onderzocht.

Dit advies wordt gegeven onder voorbehoud dat dat onderzoek wordt verricht.

2. Om de taak van de wetgevende vergadering te vergemakkelijken, gaat bij dit advies een door de gemachtigde ambtenaar opgestelde tabel van concordantie tussen de bepalingen van het Europese recht die moeten worden omgezet en de bepalingen van de ontworpen wet.

3. In het ontwerp van wet komen verschillende bepalingen voor die bepalingen van het Europese recht omzetten of woord voor woord overnemen.

De beoordelingsbevoegdheid van de wetgevende kamers zal dus enkel betrekking hebben op de bepalingen die niet de precieze omzetting inhouden van de bepalingen van Europees recht.

4. Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

Artikel 1.

In de inleidende volzin moeten de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 1983" vervallen en moet in de Franse tekst het woord "confirmé" in het enkelvoud geschreven worden, aangezien de wijziging die is aangebracht door het koninklijk besluit van 18 maart 1983 geen onderwerp meer heeft als gevolg van de wet van 22 december 1989.

Artikel 2.

Men schrijve :

"Artikel 2.-
In artikel 3 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 december 1989, vervallen de woorden "bij invoer"".

Artikel 3.

1. In de inleidende volzin moeten de woorden "vervangen bij het koninklijk besluit van 26 augustus 1981 bekrachtigd door de wet van 26 mei 1985" vervallen.

2. Er is geen grond om het ontworpen artikel 4 in paragrafen in te delen, aangezien elk van de paragrafen slechts één lid omvat.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 19-14 (artikel 6 van het ontwerp), het ontworpen artikel 22-3, het ontworpen artikel 22-4 en het ontworpen artikel 22-7 (artikel 7 van het ontwerp), het ontworpen artikel 70-23 (artikel 18 van het ontwerp), het ontworpen artikel 70-23bis (artikel 19 van het ontwerp), het ontworpen artikel 70-26, het ontworpen artikel 70-27 en het ontworpen artikel 70-29 (artikel 22 van het ontwerp).

Artikel 5.

In de inleidende volzin moeten de woorden "gewijzigd door de wet van 20 februari 1978" vervallen.

Artikel 6.

De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIter ingevoegd, bestaande uit de artikelen 19-13 en 19-14, en luidende als volgt :".

Artikel 7.

1. De inleidende volzin moet als volgt geredigeerd worden :

"In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, bestaande uit de artikelen 22-2 tot 22-7, en luidende als volgt :".

2. Het ontworpen artikel 22-3, § 2 (die het tweede lid wordt), draagt verordenende bevoegdheden op aan de gewestelijke directeur der douane en accijnzen, wiens politieke verantwoordelijkheid niet kan worden aangevochten voor het Parlement.

Een dergelijke opdracht van bevoegdheid is niet toelaatbaar. Het komt de Koning of eventueel de Minister van Financiën toe de in de bepaling bedoelde voorwaarden te bepalen. Deze bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22-4, § 1 (die het eerste lid wordt), in zoverre het betrekking heeft op de voorwaarden betreffende de opslagplaatsen van goederen onder het stelsel tijdelijke opslag.

3. In het ontworpen artikel 22-6 vervange men de indeling in streepjes door een indeling in 1°, 2°, 3°.

Dezelfde opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Bovendien zou het beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Onder de toepassing van artikel 94 vallen de goederen in tijdelijke opslag die binnen de toegemeten termijn, naar gelang van het geval, niet zijn :

1° ...

2° ...

3° ...".

Artikel 10.

Het zou beter zijn artikel 59, § 2, 2°, in zijn geheel te vervangen.

Artikel 12.

Men schrijve :

"... bekrachtigd door de wet van 21 mei 1985 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989".

Artikel 14.

In de tekst onder 1° dienen de woorden "Art. 70-5" vóór de woorden "§ 1" te vervallen.

Artikel 18.

In de inleidende volzin schrijve men : "... worden vervangen door de volgende bepalingen :".

Artikel 24.

In de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven : "dans l'article 78-7, § 1er, alinéa 2, de la même loi, ...".

Artikel 27.

Om rekening te houden met de regels van de wetgevingstechniek wordt voorgesteld artikel 27 te splitsen in vijf artikelen die als volgt worden gesteld :

"Artikel 27.-

In dezelfde wet worden de artikelen 95 tot 99 vervangen door de volgende bepalingen : (voorts zoals in het ontworpen artikel 27, 1°).

Artikel 28.-

In dezelfde wet worden opgeheven :

1° artikel 100;

2° afdeling II die de artikelen 101 tot 104 bevat;

3° afdeling III, die de artikelen 105 tot 111 bevat;

4° afdeling IV, die artikel 112 bevat, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1978.

Artikel 29.-

In artikel 114 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht : (voorts zoals in het ontworpen artikel 27, 3°, met dien verstande dat de indeling in a, b, c vervangen dient te worden door een indeling in 1°, 2° en 3°).

Artikel 30.-

In artikel 115 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling : (voorts zoals in het ontwerp);

2° paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende bepaling; (voorts zoals in het ontwerp);

3° paragraaf 5 wordt opgeheven".

Artikel 31.-

In dezelfde wet wordt artikel 125 opgeheven".

Artikel 29 (dat artikel 33 wordt).

Men schrijve :

"Artikel 133, eerste lid, 1°, van dezelfde wet ...".

Artikel 30 (dat artikel 34 wordt).

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen het ontworpen artikel 135, tweede lid, en de commentaar die eraan is gewijd in de memorie van toelichting. Volgens die commentaar kan de douane-expediteur immers niet meer

strafrechtelijk vervolgd worden, hetgeen betekent dat de beslissing wordt genomen op het niveau van het onderzoek. Volgens de ontworpen bepaling "ontslaat de rechter de douane-expediteur van strafvervolging", hetgeen betekent dat de beslissing wordt genomen door het vonnisgerecht.

Indien de steller van het ontwerp dat tweede geval op het oog heeft, behoort te worden geschreven : "... spreekt de strafrechter de douane-expediteur vrij. Deze laatste blijft evenwel hoofdelijk met zijn klant ...".

Artikel 41.

De inleidende zin moet als volgt worden gerediGeerd :

"Artikel 306 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 44.

1. In de memorie van toelichting staat te lezen :

> "Ingevolge het in voege treden van de eenheidsmarkt zal de administratie steeds meer geconfronteerd worden met buitenlandse belastingschuldigen die in ons land moeten worden aangesproken tot betaling van een douaneschuld. Teneinde ook in hoofde van die buitenlandse belastingschuldigen een dwangbevel te kunnen opstellen, uitvoerbaar verklaren en betekenen, en aldus

eenzelfde behandeling van in België of in het buitenland woonachtige belastingplichtigen te bekomen wordt artikel 314 aangepast".

De gemachtigde ambtenaar aan wie nadere uitleg was gevraagd over de territoriale bevoegdheid ter zake van dwangbevelen, heeft het volgende geantwoord :

"Procedure in verband met verzending dwangbevel door middel van een aangetekende brief : de verzending van het dwangbevel per aangetekende brief kan enkel in ons land worden toegepast. De fiscale wet beschikt nationaal. Voor de betekeningen in het buitenland wordt :

- ofwel een beroep gedaan op de wet van 20 juli 1979 betreffende de wederzijdse bijstand inzake de invordering van schuldvorderingen (EEG), die de desbetreffende richtlijn nr. 76/308/EEG van de Raad van 15 maart 1976 inzake wederzijdse bijstand in de nationale wetgeving omzet. Die wet voorziet in de mogelijkheid tot notificatie, invordering, het nemen van conservatoire maatregelen en verzoeken om inlichtingen;

- ofwel een beroep gedaan op de bepalingen inzake gemeen recht (toepassing van de bepalingen van de artikelen 48 en volgende van het gerechtelijk wetboek) voor betekeningen buiten de EEG of eventueel zelfs binnen de EEG.

Deze werkwijze wordt toegepast door de Administratie van de BTW en zal ook door de Administratie der douane en accijnzen moeten worden toegepast.

De problemen in verband met een te korte termijn kunnen zich derhalve niet stellen ten opzichte van in het buitenland gevestigde belastingplichtigen aangezien voor hen de gewone termijnen van gemeen recht van toepassing zijn".

Uit die uitleg blijkt duidelijker dan uit de commentaar bij het ontworpen artikel welke procedure gevolgd

moet worden om kennis te geven van een dwangbevel lastens een schuldenaar die in het buitenland woont. De tekst van de commentaar in de memorie van toelichting zou met die uitleg moeten worden aangevuld.

2. In de tekst van het ontworpen artikel 314, § 1, wordt nodeloos gewerkt met het begrip "dadelijke uitwinning". Een door het fiscaal bestuur uitgevaardigd dwangbevel is uitvoerbaar en het begrip dadelijke uitwinning voegt daar niets aan toe.

Bijgevolg wordt voorgesteld de eerste zin als volgt te redigeren :

"Een dwangbevel wordt uitgevaardigd door de met de invordering belaste ontvanger".

3. In paragraaf 2 wordt gewerkt met de uitdrukking "gewone ambtenaren".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft medegedeeld, is er geen enkele reden om het woord "gewone" te behouden. Men schrijve bijgevolg "... door de ambtenaren van de administratie ...".

4. Om te voorkomen dat de kennisgeving in bepaalde gevallen louter fictie is, zou het verkieslijk zijn te bepalen dat de ter post aangetekende brief ter kennis wordt gebracht met een ontvangstbewijs en dat de kennisgeving

geldt vanaf de dag van de ondertekening van het ontvangstbewijs.

Een andere mogelijkheid zou er in bestaan de kennisgeving te laten geschieden bij gerechtsdeurwaardersexploot, zoals bepaald was in de oorspronkelijke versie van artikel 85 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

5. De gemachtigde ambtenaar aan wie gevraagd was uitleg te verstrekken over het eventuele bestaan van een termijn van verzet, heeft volgende geantwoord :

> "Bepalen van de dag van kennisgeving : door te stellen dat als dag van kennisgeving moet worden beschouwd de dag volgend op de dag van afgifte van het stuk ter post wordt een vermoeden de jure gecreëerd. Het daaropvolgend verzet geschied met in achtneming van het bepaalde in § 3 van artikel 314 van de A.W.
>
> (...)
>
> Artikel 314 van de A.W. inzake douane en accijnzen heeft als oorsprong artikel 291 van de wet van 26 augustus 1822. De tekst van § 3 van dit artikel is nagenoeg ongewijzigd gebleven en heeft in de praktijk nog nooit tot moeilijkheden aanleiding gegeven. De rechtbanken hebben ieder verzet tegen een dwangbevel steeds aanvaard ongeacht de termijn waarbinnen dit verzet werd aangetekend. Alhoewel volgens sommige rechtsleer het dwangbevel als een verstekvonnis wordt beschouwd en bijgevolg de termijnen van verzet van het Gerechtelijk wetboek (artikelen 1047 en volgende) kunnen worden toegepast, hebben de rechtbanken ieder verzet aanvaard zolang de invorderingstermijn van de belasting niet verjaard is. Ook inzake BTW wordt hetzelfde principe toegepast. Er moet bijgevolg

gesteld worden dat het verzet mogelijk is zolang de invordering van de belasting mogelijk is".

Gelet op die interpretatie, ziet men niet goed in welk nut het heeft te werken met het vermoeden juris en de jure.

6. De wetgever zal bovendien moeten uitmaken of ook artikel 314, § 4, van de algemene wet op de douane en de accijnzen niet moet worden herzien, in het licht van arrest nr. 73/9 van 18 november 1992 van het Arbitragehof, alsmede in het licht van artikel 244, derde lid, van het communautaire douanewetboek.

BIJLAGE.

TABEL VAN CONCORDANTIE TUSSEN DE BEPALINGEN VAN DE ONTWORPEN WET, DE BEPALINGEN VAN DE ALGEMENE WET EN DE BEPALINGEN VAN EUROPEES RECHT.

Artikel van het ontwerp van wet	Artikel van de algemene wet	Communautaire wetgeving
1. Artikel 1	Artikel 1, 4°	Artikel 4, punten 10 en 11, van de verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad van 12 oktober 1992 tot vaststelling van het communautaire douanewetboek (PB. nr. L 302/92)
2. Artikel 1	Artikel 1, 7°	Artikel 4, punt 16, van de in 1 vernoemde verordening
3. Artikel 1	Artikel 1, 9°	Artikel 79 van de in 1 vernoemde verordening
4. Artikel 5	Artikel 18	Artikel 67 van de in 1 vernoemde verordening
5. Artikel 7	Artikel 22-2	Verordening nr. 4151/88 van de Raad van 21 december 1988 tot vaststelling van de bepalingen die van toepassing zijn op goederen die het douanegebied van de Gemeenschap worden binnengebracht (PB. nr. L 367/88)
6. Artikel 10	Artikel 59, § 2, 2°	Artikel 16 van de in 5 vernoemde verordening

7. Artikel 11	Artikel 69, § 2	Verordening (EEG) nr. 2503/88 van de Raad van 25 juli 1988 betreffende de douane-entrepots (PB. nr. L 225/88)
8. Artikel 12	Artikel 70-2	- zie punt 6 - zie punt 7
9. Artikel 14	Artikel 70-5	Artikel 1 van de richtlijn nr. 90/504/EEG van de Raad van 9 oktober 1990 tot wijziging van richtlijn 79/695/EEG inzake de harmonisatie van de procedures voor het in het vrije verkeer brengen van goederen (en inzonderheid van artikel 16bis van die richtlijn) (PB. nr. L 281/90)
10. Artikel 18 tot 22	Artikelen 70-22 tot 70-29	Artikel 1 van de richtlijn nr. 90/504/EEG vermeld in punt 9 betreffende de artikelen 17 tot 20bis van de gewijzigde en eveneens in punt 9 vermelde richtlijn 79/695/EEG
11. Artikel 30	Artikel 135, tweede lid	Artikel 2 van de verordening (EEG) nr. 1031/88 van de Raad van 18 april 1988 betreffende de vaststelling van de personen die gehouden zijn tot betaling van een douaneschuld (PB. nr. L 102/88) alsook artikel 4 van de verordening (EEG) nr. 1697/79 van de Raad van 24 juli 1979 inzake navordering van de rechten bij invoer en bij uitvoer die niet van de belastingschuldige zijn opgeëist voor goederen welke zijn aangegeven voor een douaneregeling waaruit de verplichting tot betaling van dergelijke rechten voortvloeide (PB. nr. L 197/79)
12. Artikel 41	Artikel 306	Artikel 4, 1, a) van de verordening (EEG) nr. 2144/87 van de Raad van 31 juli 1987 inzake de douaneschuld (PB. nr. L 201/87).

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

Madame : R. DEROY, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.